

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Les violences intercommunautaires ainsi que les affrontements entre les groupes armés non étatiques et l'armée ont entraîné des attaques contre des écoles, des élèves et des membres du personnel de l'éducation en République démocratique du Congo, aussi bien dans des zones historiquement touchées que dans de nouvelles zones, comme la province de Mai-Ndombe. Des attaques contre l'enseignement supérieur sous forme de répression et de recours excessif à la force par les forces de l'ordre ont également eu lieu pendant cette période.

Contexte

Entre 2017 et 2019, le centre et l'est de la République démocratique du Congo (RDC) ont continué d'être témoins d'un conflit entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et des groupes armés non étatiques, que Human Rights Watch a estimés à plus de 140 en 2018.¹

L'ACLED a observé une forte hausse de la violence politique en 2018, en partie à cause des élections présidentielles et de l'épidémie d'Ebola, qualifiant l'année comme l'une des plus violentes de l'histoire récente.² Les événements violents ont continué d'augmenter au premier semestre 2019, selon l'ACLED.³ Entre juin 2017 et juin 2019, le Baromètre sécuritaire du Kivu a enregistré 3 015 incidents violents qui ont blessé ou tué plus de 6 500 civils dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu (collectivement dénommées « les Kivus »).⁴ Alors que la région du Grand Kasaï a connu une diminution significative des conflits à la fin 2017 et en 2018, les provinces des Kivus, de l'Ituri et du Tanganyika sont restées particulièrement instables.⁵ Dans les Kivus et en Ituri, le conflit est devenu une urgence complexe avec l'épidémie du virus Ebola en 2018 ; le ministère de la Santé avait confirmé 3 253 cas au 25 décembre 2019.⁶

L'ONU a estimé à plus de cinq millions les personnes déplacées internes en RDC en 2019, ce qui en fait le pays ayant le plus grand nombre de personnes déplacées internes (PDI) en Afrique. Selon l'ONU, 15,6 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire en 2019, dont 59 % étaient des enfants.⁷ En 2019, la recrudescence des violences dans la province d'Ituri a provoqué le déplacement de plus de 360 000 personnes en juin,⁸ et à Masisi, dans la province du Nord-Kivu, les opérations européennes de protection civile et d'aide humanitaire (ECHO) ont signalé que plus de 265 000 de ces personnes avaient été récemment déplacées en août en raison du conflit.⁹

En 2018, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a signalé que 1 053 violations des droits humains avaient été commises, dont 53 % perpétrées par les FARDC et 47 % par d'autres groupes armés.¹⁰ Les groupes armés non étatiques, les FARDC ainsi que la police nationale ont systématiquement utilisé la violence sexuelle comme arme de guerre, en particulier lors des conflits dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Tanganyika et de l'Ituri, ainsi que dans la région du Grand Kasaï, selon le Conseil de sécurité de l'ONU.¹¹ En ce qui concerne le recrutement d'enfants, le Sous-groupe pour la protection de l'enfance a identifié au moins 7 200 enfants associés à des groupes armés en 2018.¹²

Le conflit en RDC a impacté considérablement l'éducation. L'ONU a estimé que la violence a empêché au moins 150 000 enfants de la région du Grand Kasaï d'aller à l'école en 2017 et a endommagé plus de 600 bâtiments scolaires.¹³ En octobre 2019, la destruction ou l'occupation d'écoles ou d'installations de protection de l'enfance liées au conflit ont touché plus de 19 600 élèves dans la province d'Ituri.¹⁴ Selon le Cluster Éducation de la RDC, seuls 36 % des enfants déplacés étaient inscrits à l'école en 2018, contre 78 % pour la moyenne nationale.¹⁵

Attaques contre les écoles

Entre 2017 et 2019, la GCPEA a collecté plus de 1 000 attaques signalées contre des écoles en RDC. En 2016 et 2017, un pic important d'attaques contre des écoles s'est produit en RDC, principalement en raison de l'éclatement du conflit dans la région du Grand Kasaï fin 2016. En 2016 et 2017, 639 attaques confirmées et non confirmées contre des écoles ont été signalées dans la région,¹⁶ et 100 écoles ont été totalement détruites.¹⁷

À l'échelle nationale, l'ONU a confirmé 396 attaques contre des écoles en 2017, sur un total de 1 000 attaques signalées.¹⁸ De plus, les recherches de la GCPEA ont révélé que, de janvier à octobre 2017, près de 100 attaques contre des

écoles ont eu lieu dans l'est du pays.¹⁹ Les autorités éducatives de la province du Tanganyika ont estimé qu'au moins 350 écoles ont été détruites du fait du conflit armé entre mars 2017 et mars 2019, principalement dans les territoires de Kalemie, Moba et Nyunzu.²⁰

Entre janvier et juin 2018, le BCNUDH a enregistré 144 attaques contre des écoles, la plupart commises par des acteurs non identifiés pendant le conflit dans le district de Djugu, en Ituri.²¹ Au cours de la même année, l'ONU a confirmé 87 attaques contre des écoles, qui consistaient principalement en des incendies ou des pillages.²² En plus de ces attaques, la GCPEA a compilé les rapports suivants d'attaques contre des écoles en 2018 :

- En janvier 2018, le BCNUDH a signalé que cinq écoles avaient été attaquées ou détruites dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Kasai. Les auteurs de ces attaques comprennent des combattants Mayi-Mayi Mazembe et Rayia Mutomboki ainsi que des soldats des FARDC.²³
- Un Rapport d'évaluation rapide produit par le Conseil norvégien pour les réfugiés a noté que six salles de classe et deux bureaux avaient été pillés et détruits dans les villages de Lwama et de Mariba dans la région de Masisi de la province du Nord-Kivu, probablement en septembre ou en octobre 2018.²⁴
- Du 16 au 18 décembre 2018, des violences ont éclaté entre les communautés Batende et Bununu dans le district de Yumbi de la province de Mai-Ndombe, une zone auparavant pacifique. Un rapport de l'ONU a documenté la destruction de 17 des 100 écoles de la province de Yumbi, ainsi que de près de 1 000 maisons, 14 églises et cinq centres de santé.²⁵ Une source médiatique a cité un dirigeant de la société civile locale, qui a déclaré que les élèves risquaient de ne pas terminer l'année scolaire.²⁶

En 2019, des attaques contre des écoles ont continué à se produire fréquemment dans les zones de l'est et du centre de la RDC touchées par le conflit, et elles ont généralement impliqué des raids, des fusillades ou des incendies criminels. En mai 2019, l'ONU a rapporté que le conflit lié à l'insurrection de la Kamuina Nsapu avait conduit au pillage de 653 écoles au cours de ce mois, principalement dans la province du Kasai, bien que les acteurs responsables du pillage n'aient pas été précisés.²⁷ En juin 2019, une recrudescence du conflit armé intercommunautaire dans le territoire de Djugu, en Ituri, a conduit au vandalisme et à la destruction de 89 écoles, selon l'ONU.²⁸ En septembre 2019, 98 autres attaques contre des écoles ont été recensées en Ituri par l'ONU.²⁹ L'ONU a également confirmé 22 attaques contre des écoles dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika, ainsi que dans la région du Grand Kasai.³⁰ La GCPEA a documenté neuf incidents signalés d'attaques contre des écoles grâce aux sources des médias, de l'ONU et des ONG.³¹ Ces incidents comprenaient notamment :

- Le 1^{er} février 2019, le groupe armé Mayi-Mayi Apa Na Pale aurait attaqué une école dans le village de Kisengo, territoire de Nyunzu, Tanganyika, selon le BCNUDH. L'incident a touché 300 élèves.³²
- Le Baromètre sécuritaire du Kivu a rapporté que le groupe armé Raia Mutomboki Musumbu a incendié un bureau d'une école primaire à Lusenge, territoire de Shabunda, au Sud-Kivu.³³
- Le BCNUDH a confirmé une attaque contre une école par des membres des FARDC dans la province du Kasai. Les soldats ont tiré sans discrimination des coups de feu à l'intérieur des locaux de l'école et ont proféré des menaces à l'encontre des enseignants.³⁴
- À une date non précisée à la mi-juin 2019, *Reuters* a rapporté que les forces des FARDC avaient attaqué et pillé une école à Kafwaya, territoire de Kolwezi, Lualaba, lors d'une répression contre l'exploitation minière illégale.³⁵

Attaques contre des élèves, des enseignants et d'autres membres du personnel éducatif

Entre 2017 et 2019, la GCPEA a identifié une quinzaine d'attaques signalées visant ou blessant directement des élèves, des enseignants ainsi que des membres du personnel de l'éducation. Les FARDC et les groupes armés non étatiques étaient responsables de ces attaques, principalement dans l'est de la RDC et dans la région du Grand Kasai.

La GCPEA a enregistré huit incidents d'attaques contre des élèves, des enseignants et du personnel de l'éducation en 2017, touchant 14 enseignants, membres du personnel et élèves ; sept de ces incidents se sont produits dans la province du Kasai-Central.³⁶

En 2018, la GCPEA a identifié trois rapports dans les médias faisant état d'attaques contre deux élèves et un responsable de l'éducation.

Le 26 mai 2018, un élève de Busanza, dans la province du Nord-Kivu, a été kidnappé alors qu'il se rendait à l'école et une rançon a été demandée pour sa libération ; des sources médiatiques ont rapporté que le groupe armé FDLR-Rudi était soupçonné d'avoir commis ce crime.³⁷ Au cours de la période considérée, les groupes armés en RDC ont souvent enlevé des civils contre rançon, une pratique pour se procurer des fonds.³⁸

Le 12 septembre 2018, des membres d'un groupe armé auraient abattu une élève de 16 ans alors qu'elle rentrait de l'école à Walendu Bindi, territoire d'Irumu, province d'Ituri. La jeune fille portait un uniforme scolaire au moment de l'incident.³⁹

Le 13 décembre 2018, deux hommes armés ont attaqué le domicile du ministre provincial de l'Éducation à Goma, province du Nord-Kivu, à l'approche des élections présidentielles. L'un des assaillants a été tué par un policier armé.⁴⁰

En 2019, la GCPEA a relevé cinq attaques signalées contre des élèves ou du personnel scolaire, notamment des enlèvements et le recours à la force par les forces de sécurité de l'État contre les manifestations étudiantes :

- Les médias locaux ont rapporté que le 7 avril 2019, un groupe armé non identifié aurait enlevé un étudiant de Goma, dans la province du Nord-Kivu, et exigé une rançon de 6 000 dollars.⁴¹
- Le 16 mai 2019, à Kiwanja, territoire de Rutshuru, province du Nord-Kivu, des étudiants ont protesté contre le nombre croissant d'enlèvements et de meurtres commis dans les écoles de leur région. La police aurait tenté de disperser les étudiants manifestants avec des gaz lacrymogènes, après quoi les étudiants ont jeté des pierres sur les policiers.⁴²
- Le 5 juin 2019, deux sources médiatiques locales ont rapporté qu'un groupe armé inconnu avait enlevé un enseignant à Rutshuru, dans la province du Nord-Kivu.⁴³
- Des médias locaux ont rapporté que le 1^{er} octobre 2019, des assaillants armés ont attaqué des écoliers alors qu'ils se rendaient à l'école et les ont torturés, à Limbeke-Mamove, territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu.⁴⁴
- Le 22 octobre 2019, des assaillants armés non identifiés ont enlevé six étudiants dans un dortoir de l'Institut technique médical de Mweso, territoire de Masisi, dans la province du Nord-Kivu. Trois des étudiants ont été libérés mais les trois autres étaient toujours portés disparus au moment du rapport. Les auteurs de l'enlèvement ont également pillé des biens scolaires. L'école a suspendu les cours à la suite de l'événement.⁴⁵

Utilisation militaire des écoles et des universités

L'utilisation militaire des écoles semble avoir diminué au cours de la période de référence 2017-2019. Au cours de la période couverte par *l'Éducation prise pour cible 2018*, l'utilisation militaire des écoles s'est produite entre 12 et 25 fois par an, entre 2013 et 2016.⁴⁶ Des données vérifiées par l'ONU indiquent qu'au moins 23 écoles ont été utilisées à des fins militaires par les FARDC et par des groupes armés non-étatiques en 2017.⁴⁷ Le nombre de ces cas a diminué après la désescalade du conflit dans la province du Kasai. En 2018, l'ONU a confirmé l'utilisation militaire de trois écoles, qui ont ensuite été évacuées.⁴⁸

En 2019, la GCPEA a rassemblé des rapports de l'ONU et des médias portant sur quatre incidents d'utilisation militaire par des acteurs étatiques et non étatiques :

- Les FARDC auraient occupé une école pendant 14 jours dans le village de Kioko, province du Tanganyika, en janvier 2019.⁴⁹
- Le 13 février 2019 ou avant, des membres désarmés de la milice Kamuina Nsapu auraient occupé une école primaire à Kamako, territoire de Kamonia, province du Kasai, selon des médias locaux ; les membres de la milice auraient collecté des impôts et arrêté des civils alors qu'ils occupaient l'école.⁵⁰
- En mars 2019, le BCNUDH a signalé qu'une école de la province du Sud-Kivu avait été occupée par des combattants de Rayia Mutomboki Ngubito pendant le processus de désarmement de ce groupe.⁵¹

- En juillet 2019, des sources d'information locales ont rapporté que des forces des FARDC avaient érigé une base dans la cour d'une école primaire à Mboko, territoire de Fizi, dans la province du Sud-Kivu.⁵²

Violence sexuelle au sein de l'école et de l'université, ou sur le chemin vers l'école ou l'université

Au cours de la période couverte par *L'Éducation prise pour cible 2020*, la GCPEA a identifié des signalements de violence sexuelle, principalement commises par des groupes armés non étatiques. En 2017, le Cluster Éducation a signalé trois incidents de violences sexuelles commis par des groupes armés contre des élèves filles dans la province du Tanganyika.⁵³

Une étude menée par la GCPEA a révélé qu'un certain nombre d'élèves et de membres du personnel scolaire, certaines âgées d'à peine 11 ans, ont déclaré avoir été violées, ou connaître d'autres personnes qui avaient subi des violences sexuelles, pendant et après les attaques des milices contre des écoles dans la région du Kasaï en 2016 et 2017. Par exemple, en mars 2017, des membres de la milice Kamuina Nsapu auraient violé dix étudiantes et une administratrice dans un institut postsecondaire du territoire de Luiza.⁵⁴ En avril 2017, un enseignant du secondaire a également rapporté que des membres de la milice avaient violé cinq filles dans une salle de classe lors d'une attaque contre un lycée.⁵⁵ En 2017, dans les territoires de Demba, Dibaya et Dimbelenge, des enseignants et des élèves ont signalé que des écolières avaient subi des violences sexuelles alors qu'elles fuyaient les attaques contre les écoles, dans au moins quatre incidents.⁵⁶ Dans d'autres cas, des filles ont été enlevées, soit pour être enrôlées dans des groupes armés, soit pour être contraintes à se marier avec des miliciens ; elles ont été nombreuses à subir des viols et d'autres formes de violence sexuelle.⁵⁷

Attaques contre l'éducation supérieure

Entre 2017 et 2019, la GCPEA a identifié au moins 24 rapports d'attaques contre des étudiants et du personnel de l'enseignement supérieur, et deux attaques contre des établissements d'enseignement supérieur. Les attaques contre l'enseignement supérieur se sont produites beaucoup plus fréquemment qu'au cours de la période précédente, où la GCPEA avait recueilli au moins sept rapports d'attaques contre l'enseignement supérieur entre 2013 et 2016.

La GCPEA a dénombré les rapports des médias sur au moins huit attaques contre le personnel de l'enseignement supérieur et les étudiants en 2017, touchant 52 personnes, soit par des blessures physiques, soit par des arrestations.⁵⁸ Ces formes d'attaques étaient principalement liées à des manifestations et étaient perpétrées par la police ou d'autres forces de sécurité de l'État. Dans plusieurs cas, les forces de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes ou ont ouvert le feu sur des foules de manifestants.

La GCPEA a dénombré 11 attaques signalées contre des étudiants et du personnel de l'enseignement supérieur en 2018, impliquant l'inculpation et l'arrestation d'universitaires, ainsi que des violences excessives et des arrestations à l'encontre d'étudiants.⁵⁹ Les manifestations étudiantes liées à diverses questions ont provoqué un recours excessif à la force dans les universités du pays. En voici quelques exemples :

Le 7 février 2018, Scholars at Risk a rapporté qu'un professeur de l'Université de Kisangani avait été accusé de diffamation pour refus d'accorder à un étudiant, qui était également un général militaire, une note de passage. L'accusation contre le professeur est toujours en vigueur.⁶⁰

Scholars at Risk a rapporté que le 7 octobre 2018, les autorités de l'Agence nationale de renseignement ont convoqué et arrêté un professeur de l'Université catholique de Graben (UCG), pour des propos tenus lors d'une conférence de l'UCG concernant des massacres commis par des groupes armés. En plus d'avoir exprimé des critiques sur la stratégie de défense du gouvernement, le professeur aurait été arrêté pour avoir interrogé des membres de famille et des victimes d'attaques dans le cadre de ses travaux universitaires. Il a par la suite obtenu une mise en liberté provisoire.⁶¹

Selon Scholars at Risk, le 12 novembre 2018, la police a ouvert le feu sur une manifestation pacifique d'étudiants concernant une grève du corps enseignant à l'Université de Kinshasa. La police a lancé des gaz lacrymogènes et tiré sur des étudiants, finissant par tuer un étudiant diplômé, et en arrêtant plusieurs autres.⁶²

En réponse à la mort d'un étudiant lors de la manifestation du 12 novembre, deux autres manifestations ont eu lieu à la mi-novembre à l'Université de Kinshasa, entraînant la mort d'un étudiant, des blessés parmi les d'étudiants, et l'usage de gaz lacrymogènes par la police, qui a ouvert le feu sur les manifestants.⁶³

En 2019, les attaques contre les étudiants ont continué à se produire à un rythme similaire à celui de 2018, six événements se produisant au moment de la rédaction du présent rapport.⁶⁴ En outre, la GCPEA a identifié deux attaques signalées contre des établissements d'enseignement supérieur. Voici quelques-uns de ces incidents :

Deutsche Welle, *Scholars at Risk* et des médias locaux ont rapporté que trois étudiants de l'Université de Lubumbashi ont été tués le 27 janvier 2019, lors d'une manifestation contre l'augmentation des frais de scolarité et la fermeture de services sur le campus. La police a ouvert le feu sur des manifestants après que des étudiants avaient barricadé une route pour bloquer l'accès à l'université et brûlé des pneus et des véhicules. Un policier est également décédé au cours de cet incident.⁶⁵ Le BCNUDH a rapporté plus tard que le tribunal militaire de Lubumbashi avait condamné 11 policiers, dont un officier supérieur, à des peines allant de 12 mois de prison à la peine de mort pour meurtre, tentative de meurtre, gaspillage de munitions et violation des instructions, pour avoir tué trois étudiants et en avoir blessé quatre autres. Le tribunal aurait attribué des dommages-intérêts aux parties civiles.⁶⁶

Le 12 février 2019, *University World News* a rapporté que le personnel et les étudiants de l'Université pédagogique nationale de Kinshasa ont protesté pour renvoyer le conseil d'administration de l'université. Les étudiants ont jeté des pierres sur les forces de police lorsqu'elles ont tenté de les disperser, ce qui a conduit la police à tirer des gaz lacrymogènes. Le personnel et les étudiants auraient été blessés, mais la cause des blessures n'a pas été précisée.⁶⁷

Le 18 avril 2019, un groupe d'hommes armés de couteaux aurait pénétré de force à l'Université catholique de Graben à Butembo, dans la province du Nord-Kivu, et fracassé les fenêtres d'une résidence où se trouvaient des prêtres qui travaillaient à l'université. Les médias locaux ont rapporté que la raison du raid était de menacer les prêtres pour avoir autorisé un centre de traitement Ebola sur le campus universitaire.⁶⁸ Les médias locaux ont rapporté que lors d'un événement distinct le lendemain, un médecin de la clinique de l'université aurait été tué par des miliciens Mayi-Mayi.⁶⁹ La ville de Butembo se trouve au centre de l'épidémie d'Ebola dans la province du Nord-Kivu, où des attaques contre le personnel et les établissements de santé se sont produites depuis l'épidémie.⁷⁰

¹ Human Rights Watch, *Rapport mondial 2019*, (New York : Human Rights Watch, 2019), chapitre sur la République démocratique du Congo.

² Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), « Fact Sheet : Conflict in the DRC », 25 juillet 2019.

³ ACLED, « Fact Sheet : Conflict in the DRC ».

⁴ Groupe de recherche sur la RD Congo, *Congo, Forgotten : The Numbers Behind Africa's Longest Humanitarian Crisis*, (New York : Université de New York, août 2019), p. 5.

⁵ Human Rights Watch, *Rapport mondial 2019*, chapitre sur la République démocratique du Congo ; ACLED, « Fact Sheet : Conflict in the DRC », 25 juillet 2019 ; UNHCR, « RDC : Le HCR choqué par les atrocités signalées dans la province de Tanganyika », Briefing notes.

⁶ « DRC Ebola outbreaks : Crisis update - 27 December 2019 », Médecins sans Frontières, 27 décembre 2019 ; Nick Cumming-Bruce, « Hundreds of Thousands Flee Congo Violence, in Region Afflicted by Ebola », *The New York Times*, 18 juin 2019.

⁷ OCHA, *Aperçu des Besoins Humanitaires – République Démocratique du Congo 2020*, (Kinshasa : OCHA, décembre 2019), pp. 5, 14.

⁸ UNICEF, « DRC Humanitarian Situation Report July 2019 », 31 juillet 2019, p. 2.

⁹ « Democratic Republic of the Congo – Escalating conflict (DG ECHO, UN, authorities) (ECHO Daily Flash du 28 août 2019) », communiqué de presse ECHO, 28 août 2019.

¹⁰ Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH), « Protection des civils : violations graves des droits de l'homme dans les provinces affectées par les conflits », décembre 2018.

¹¹ Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé », A/73/907-S/2019/509, 20 juin 2019, para 61 ; Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé », A/72/865-S/2018/465, 16 mai 2018, para 65. « Security Council Adopts Resolution Calling upon Belligerents Worldwide to Adopt Concrete Commitments on Ending Sexual Violence in Conflict », communiqué de presse du Conseil de sécurité de l'ONU, 23 avril 2019.

¹² Sous cluster protection de l'enfance, « Tableau de bord sur les besoins et la réponse en Protection de l'Enfance – Décembre 2018 », janvier 2019.

¹³ « 150 000 children in Greater Kasai region need emergency support to continue education », communiqué de presse de l'UNICEF, 19 juin 2017.

¹⁴ UNICEF, « Democratic Republic of Congo Humanitarian Situation Report No. 10 (reporting period October 2019) », 31 octobre 2019, p. 3.

¹⁵ Cluster Éducation, cité dans OCHA, *Aperçu des besoins humanitaires – République Démocratique du Congo 2020*, Kinshasa : OCHA, décembre 2019, p. 51.

¹⁶ « 150 000 children in Greater Kasai region need emergency support to continue education », communiqué de presse de l'UNICEF, 9 juin 2017.

¹⁷ GCPEA, *L'Éducation prise pour cible 2018*, pp. 113-114 ; UNICEF, *Kasai : A Children's Crisis*, (New York : UNICEF), mai 2018.

¹⁸ Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé », A/72/865-S/2018/465, 16 mai 2018, para. 66.

¹⁹ Informations partagées par une organisation humanitaire internationale par email, 14 décembre 2017.

²⁰ OCHA, « Note d'informations humanitaires pour les provinces du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Lualaba et Tanganyika », 6 juin 2019, p. 1.

²¹ BCNUDH, « Analysis of the human rights situation between January and June 2018 », juillet 2018. Archivé.

²² Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé », A/73/907-S/2019/509, juin 20, 2019, <https://undocs.org/en/S/2019/509> (consulté le 15 avril 2020), para. 62.

²³ BCNUDH, « Analysis of the human rights situation in January 2018 », février 2018. Archivé.

- ²⁴ Conseil norvégien pour les réfugiés, « Rapport de l'Évaluation Rapide des Besoins - Province du Nord Kivu, Ville de Beni, Communes de Beu et Bungulu » (*Rapid Response to Movements of Populations (RRMP)*), 16 novembre 2018. Archivé.
- ²⁵ MONUSCO et HCDH, « Rapport de mission d'enquête spéciale sur les violences intercommunautaires des 16 et 17 décembre 2018 dans le territoire de Yumbi », 13 mars 2019, p. 10.
- ²⁶ « RDC-Yumbi : Ecoles détruites, cité déserte, l'année scolaire fortement en danger », *Actualité*, 29 janvier 2019.
- ²⁷ UNICEF, « DRC Humanitarian Situation Report », 31 mai 2019, p. 2.
- ²⁸ UNICEF, « DRC Humanitarian Situation Report », 30 juin 2019, p. 2.
- ²⁹ UNICEF, « Democratic Republic of the Congo Humanitarian Situation Report No. 9 - September 2019 », 30 septembre 2019, p. 2.
- ³⁰ Informations reçues d'un correspondant d'une ONG internationale par email le 17 mars 2020.
- ³¹ Vous trouverez une liste complète de références sur la page internet de la GCPEA, <http://www.protectingeducation.org/education-under-attack-2020-references>.
- ³² BCNUDH, « Analysis of the human rights situation in February 2019 », mars 2019, document non publié, para. 38.
- ³³ Baromètre sécuritaire du Kivu, Incident #4462, 28 février 2019.
- ³⁴ BCNUDH, « Analysis of the human rights situation in March 2019 », mars 2019, document non publié, para. 35.
- ³⁵ Aaron Ross, « Send in the troops : Congo raises the stakes on illegal mining », *Reuters*, 17 juillet 2019.
- ³⁶ Information communiquée par le Cluster Éducation le 2 août 2017 ; « Les étudiants, cibles des enlèvements à Bukavu », *Radio Okapi*, 6 juin 2017 ; « DR Congo Militia Chief Arrested : Judicial Source », *AFP (World Service)*, 16 novembre 2017, cité dans START, GTD 201705310052 ; *Radio Okapi*, cité dans ACLED, Event ID DRC11224 ; « En-core un enfant de 8 ans enlevé à Goma », *DFJ*, 14 juin 2017.
- ³⁷ *Radio Okapi*, cité dans ACLED, Event ID DRC12459. « Rutshuru : une vingtaine de personnes enlevées par des présumés miliciens », *Radio Okapi*, 29 mai 2018.
- ³⁸ Sam Mednick, « 'Mum, please pay or they'll kill me': Congo's child kidnapping crisis », *The Guardian*, Global development series, 9 juillet 2018.
- ³⁹ « Ituri : une élève tuée par un milicien dans le Walendu Bindi », *Radio Okapi*, 13 septembre 2018.
- ⁴⁰ *Actualité* (RDC), cité dans ACLED, Event ID DRC13474. Mahamadou Kane, « Une manifestation d'étudiants fait plusieurs morts à Lubumbashi », *Deutsche Welle*, 28 janvier 2019.
- ⁴¹ Jonathan Kombi, « RDC : 6 000 USD exigés par des ravisseurs d'un étudiant kidnappé à Goma », *Actualité*, 10 avril 2019 ; *Actualité* ; Twitter, cité dans ACLED, Event ID DRC14112.
- ⁴² « Rutshuru : vive tension à Kiwanja à la suite d'une nouvelle manifestation des élèves ce jeudi contre l'insécurité », *Media Congo*, 16 mai 2019.
- ⁴³ *Actualité* ; *La Prunelle*, cité dans ACLED, Event ID DRC14533, (donnée téléchargée le 11 juillet 2019) ; « Nord-Kivu : toujours pas de nouvelles d'un directeur d'école kidnappé à Kiwanja », *Radio Okapi*, 7 juin 2019.
- ⁴⁴ 7sur7, Bantou Kapanza Son, « Beni : Une femme enlevée et plusieurs élèves torturés par les ADF à Limbeke-Mamove », *Congo Actuel*, 1^{er} octobre 2019.
- ⁴⁵ Baromètre sécuritaire du Kivu, cité dans ACLED, Event ID DRC15817 ; Baromètre sécuritaire, Incident #5685, 22 octobre 2019 ; Insecurity Insight, Monthly News Brief, octobre 2109, p. 1.
- ⁴⁶ GCPEA, *l'Éducation prise pour cible 2018*, pp. 115-116.
- ⁴⁷ Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé », A/72/865-S/2018/465, 16 mai 2019, para. 66.
- ⁴⁸ Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé », A/73/907-S/2019/509, 20 juin 2019, para. 63.
- ⁴⁹ BCNUDH, « Analysis of the human rights situation in January 2019 », février 2019, document non publié.
- ⁵⁰ *Actualité*, cité dans ACLED, Event ID DRC13627 ; Félix Ngalamulume « Kamako : Après leur reddition, les anciens miliciens Kamuina Nsapu accusés des tracasseries », *Actualité*, 13 février 2019.
- ⁵¹ BCNUDH, « Analysis of the human rights situation in March 2019 », mars 2019, document non publié, para. 35.
- ⁵² Lubunga Lavoix, « Sud-Kivu : L'armée accusée d'ériger un campement militaire dans la cour d'une école à Mboko », *Actualité*, 11 juillet 2019.
- ⁵³ Information communiquée par le Cluster Éducation par email le 31 juillet 2017.
- ⁵⁴ GCPEA, « *Tout ce que j'ai perdu : Impact des attaques contre l'éducation pour les femmes et les filles dans la province du Kasai central République démocratique du Congo* », avril 2019, p. 35.
- ⁵⁵ GCPEA, « *Tout ce que j'ai perdu* », p. 36.
- ⁵⁶ GCPEA, « *Tout ce que j'ai perdu* », p. 38.
- ⁵⁷ GCPEA, « *Tout ce que j'ai perdu* », pp. 39-41.
- ⁵⁸ Vous trouverez une liste complète de références sur la page internet de la GCPEA, <http://www.protectingeducation.org/education-under-attack-2020-references>.
- ⁵⁹ Vous trouverez une liste complète de références sur la page internet de la GCPEA, <http://www.protectingeducation.org/education-under-attack-2020-references>.
- ⁶⁰ Scholars at Risk Network, Academic Freedom Monitor, Université de Kisangani, 7 février 2018.
- ⁶¹ Scholars at Risk Network, Academic Freedom Monitor, Université catholique de Graben, 7 octobre 2018.
- ⁶² Scholars at Risk Network, Academic Freedom Monitor, Université de Kinshasa, 12 novembre 2018.
- ⁶³ *AFP*, cité dans ACLED, Event ID DRC13077 ; Scholars at Risk Network, Academic Freedom Monitor, Université de Kinshasa, 15 novembre 2018 ; Wagdy Sawahel, « Amnesty issues warning in wake of student killings », *University World News*, 27 novembre 2018 ; « DRC : Human rights concerns persist as electoral campaigns kick-off », communiqué de presse d'Amnesty International, 21 novembre 2018.
- ⁶⁴ Vous trouverez une liste complète de références sur la page internet de la GCPEA, <http://www.protectingeducation.org/education-under-attack-2020-references>.
- ⁶⁵ Mahamadou Kane, « Une manifestation d'étudiants fait plusieurs morts à Lubumbashi », *Deutsche Welle*, 28 janvier 2019 ; *Actualité* (RDC), cité dans ACLED, Event ID DRC13474 ; Scholars at Risk Network, Academic Freedom Monitor, Université de Lubumbashi, 27 janvier 2019.
- ⁶⁶ BCNUDH, « Analysis of the human rights situation in February 2019 », mars 2019, document non publié, para. 38.
- ⁶⁷ « University managers suspended after violent protests », *University World News*, 22 février 2019.
- ⁶⁸ Claude Sengenya, « RDC : Un couvent des prêtres catholiques attaqué à Butembo », *Actualité*, 19 avril 2019.
- ⁶⁹ *Actualité*, cité dans ACLED, Event ID DRC14199.
- ⁷⁰ Organisation mondiale pour la santé (OMS), « Situation report : Ebola crisis in the Democratic Republic of Congo », 24 juillet 2019.